



## LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES CONTRE LE COUP D'ÉTAT AU BRÉSIL

Le monde entier assiste avec rage et tristesse à l'assassinat de la démocratie et de la justice au Brésil.

Le 17 avril dernier, la votation de la mise en accusation de la Présidente du Brésil, Dilma Rousseff, était retransmise en temps réel depuis la Chambre des Députés. Moyennant des arguments basés sur le développement, la foi et les valeurs traditionnelles de la famille, beaucoup de députés déposaient leur vote contre Dilma. Du point de vue légal, cet acte était justifié par des prétendues accusations de violation de la loi budgétaire et la loi de probité administrative, ainsi que de corruption, des accusations qui n'ont pas été prouvées. Le 12 mai dernier on apprenait, avec horreur, que le Sénat réaffirmait la mise en accusation et Dilma était écartée du gouvernement pendant 180 jours (période pendant laquelle sera menée l'enquête) et le vice-président Michel Temer devenait Chef d'État et de Gouvernement.

Il n'existe pas un procès ouvert de mise en accusation au Brésil, nous assistons à un coup d'État masqué et supposé légal. Il s'agit d'un coup néolibéral, raciste, patriarcal et lesbophobe (ou hétéronormatif) des marchés contre le peuple. Les oligarchies et les élites économiques, financées par le capital transnational, ont décidé d'imposer leur pouvoir, qu'ils n'ont pas réussi à gagner dans les urnes. Le peuple a confié plus de 54 millions de votes à Dilma parce qu'il rejette le projet putschiste.

L'assaut de la droite la plus radicale ne s'est pas fait attendre. En moins de quatre jours au pouvoir, Temer a déjà barré d'un trait les progrès et les principaux acquis politiques du Parti des Travailleurs, éliminant les Ministères de la Culture, des Femmes, de l'Égalité Raciale et des Droits Humains, du Développement Agricole, le Parquet Général de l'Union (CGU), fusionnant également le Ministère de Sécurité Sociale avec celui des Finances Publiques. Nous avons assisté à la constitution de son cabinet formé exclusivement de ministres : des hommes blancs et âgés. Nous avons pu assister à l'emploi de la violence et l'intimidation venant de la police pour réprimer les manifestations qui se sont multipliés dans les rues de toutes les villes du Brésil.

Le président illégitime a déjà annoncé le retour aux politiques d'ajustement structurel (telles que la fin de la politique de valorisation du salaire minimum qui a tellement contribué à réduire les inégalités de salaire), ainsi que la réforme du système de Sécurité Sociale. En termes de politique étrangère, ses premières déclarations annoncent l'abandon de la coopération avec l'Amérique Latine, l'Afrique et les pays BRIC, prétendument « idéologisée ». Se dessinent à l'horizon les traités de libre échange avec les États-Unis et l'Union Européenne, ainsi que la privatisation de compagnies stratégiques.

Depuis longtemps nous remarquons la pression croissante de la droite conservatrice et néolibérale sur les gouvernements progressistes partout en Amérique Latine. Mais ces attaques aux peuples sont de plus en plus évidentes et maintenant nous pouvons nommer et voir les visages des exécuteurs, car maintenant, les coups d'État se travestissent de fausse démocratie et de justice.



En tant que sujets politiques, nous n'allons pas rester impassibles devant ces attaques à la liberté et à la démocratie. En alliance avec d'autres mouvements sociaux, brésiliens et internationaux, nous sortons dans les rues pour affronter la dictature de la droite. Nous, les femmes militantes de la Marche Mondiale des Femmes :

- Rejetons catégoriquement le coup médiatique et juridique mené contre la démocratie, ainsi que toute la violence patriarcale qui a été exercée contre la Présidente Dilma et
- Nous faisons appel à nos copines de tout le monde pour exiger à leurs gouvernements de se positionner fermement contre le coup d'État au Brésil et de ne pas reconnaître le président en exercice Temer ni tout autre indiqué par les acteurs du procès de mise en accusation.
- Nous vous demandons d'organiser des actions publiques, d'écrire des lettres et messages aux médias et aux ministères d'affaires étrangères de vos pays pour :
  1. Manifester le rejet au coup d'État mené au Brésil le 12 mai 2016.
  2. Exiger le retour immédiat du pays à l'institutionnalité démocratique, y compris la restitution inconditionnelle de la Présidente légitime Dilma Rousseff
  3. Exiger l'annulation du faux procès de mise en accusation en cours au Brésil
  4. Dénoncer le soutien et la complicité des organismes d'intelligence des États-Unis concernant ce coup d'État
  5. Exiger à la présidence des États-Unis, aux pays de l'Union Européenne et aux autres pays qui intègrent l'OCDE (Organisation pour la Coopération et de Développement Économique), un positionnement tranchant contre le coup d'État au Brésil, y comprise l'interruption immédiate de toute coopération militaire, diplomatique et économique
  6. Demander aux législateurs de chaque pays de soumettre des motions de rejet au coup d'Etat au Brésil.

La solidarité et la force de toutes les militantes de la Marche Mondiale des Femmes est en ce moment avec la lutte de nos copines du Brésil. **Toujours en marche, camarades !**